

Répartition de l'indemnité de gérance (p. 2810); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Ses explications de vote* [8 novembre 1955] (p. 5508).

DALADIER (M. Edouard), *Député du Vaucluse (R. R. S.)*

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des affaires étrangères [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée Consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 16**).

Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à la réorganisation de l'Office national interprofessionnel des céréales, **n° 533**. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs du département de Vaucluse victimes des orages de grêle du mois d'août 1951, **n° 655**. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des victimes des récentes inondations survenues dans la région d'Avignon, **n° 1582**. — Le 1^{er} décembre 1953, une proposition de loi tendant à créer un comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, **n° 7349**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à fixer le statut des pépiniéristes-viticulteurs, **n° 7712**. — Le 3 février 1955, une proposition de loi tendant à limiter l'importation de pailles de sorgho servant à la fabrication de balais ménagers, **n° 10095**. — Le 21 juillet 1955, une proposition de loi tendant à créer un statut des agents concessionnaires du commerce et de l'industrie, **n° 11283**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'année 1952 : *Sa demande de renvoi à la Commission (Lourdeur du fardeau militaire et*

financier de la guerre d'Indochine, impossibilité de lutter à la fois en Asie et en Europe) [28 décembre 1951] (p. 10052 et suiv.); *Amendement de M. Letourneau tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale (Situation militaire en Indochine)* [29 décembre 1951] (p. 10083); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Le bilan économique en 1951, la hausse des prix, les économies nécessaires, la prolifération des fonctionnaires)* [30 décembre 1951] (p. 10236 et suiv.). *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Frédéric-Dupont (Budget de la guerre d'Indochine)* [26 février 1952] (p. 988); Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Réforme fiscale)* (p. 992); *Ses explications de vote sur les 20 questions de confiance posées par le Gouvernement (Gravité de la situation financière, pénurie de devises, crise de la Trésorerie, hausse des prix depuis 1945 et 1949, ruine de la fortune française, échec de l'emprunt)* [28 février 1952] (p. 1119, 1120, 1121). — Dépose une demande d'interpellation sur l'armée européenne et le réarmement de l'Allemagne [7 février 1952] (p. 499); la développe : *Renaissance de l'armée allemande, sa supériorité numérique évidente, notre futur statut militaire, le recouvrement des provinces allemandes perdues, l'alliance possible germano-russe, la conférence de Lisbonne* [11 février 1952] (p. 589 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique extérieure du Gouvernement en ce qui concerne les affaires allemandes [26 novembre 1952] (p. 5698). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS : *Motion préjudicielle de M. Cermolacce exigeant un traité de paix en Indochine (Ses observations sur le coût en hommes et en argent de la guerre d'Indochine, les échecs militaires subis depuis trois ans, les erreurs commises en 1950 lors de l'accroissement des postes, la folle illusion de l'armée vietnamienne, la nécessité de se limiter au contrôle de points d'appui)* [19 décembre 1952] (p. 6666 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique française en Indochine [12 mai 1953] (p. 2638); — sur la politique du Gouvernement en Indochine après la prise de

position du Congrès de Saïgon [22 octobre 1953] (p. 4454); la développe : *Unanimité au Viet Nam pour le départ des Français (Congrès de Saïgon et déclarations du général Hinh); Notre épuisement militaire et financier; Guerre sans issue (Précédents d'Espagne et du Mexique); Improbabilité d'une aide militaire américaine (Ses dangers), ou d'une Conférence à Cinq (Nécessité de reconnaître Mao Tse Toung); Offrir à l'adversaire la paix dans l'honneur (Plébiscite par provinces); Mission africaine de la France [27 octobre 1953] (p. 4577 et suiv.); Ses réponses à M. André-François Mercier sur Munich, et à M. Joubert sur la collaboration avec les communistes (p. 4579); Son ordre du jour demandant l'ouverture de toutes négociations susceptibles de conduire à un armistice (p. 4607); — sur la politique européenne : Discussion générale (Le réarmement allemand refusé en 1949, réclamé en 1952, les projets de Théodor Blank et la formation d'une armée allemande de 500.000 hommes, le raidissement de l'U. R. S. S. en cas de réarmement allemand, les idées de revanche en Allemagne, les revendications énoncées par MM. Hallstein et Jacob Kaiser) [19 novembre 1953] (p. 5295 et suiv.); Son ordre du jour invitant le Gouvernement à négocier avec l'U. R. S. S. [24 novembre 1953] (p. 5488). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 35-21 : Routes et ponts (Reconstruction des ponts de Roquemaure et Cavaillon) [12 décembre 1953] (p. 6583). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique française en Indochine [4 mars 1954] (p. 634). — Prend part à la discussion des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : Discussion générale (nécessité du cessez-le-feu avant la Conférence de Genève, engagements de la France vis-à-vis des Etats-Unis, puissance d'Ho Chi Minh, ses offres de paix, son abandon éventuel par l'U. R. S. S. et la Chine, faiblesse du Gouvernement Bao Dai [5 mars 1954] (p. 718, 719); Ses explications de vote : difficultés pour le Gouvernement de négocier librement avec Ho Chi Minh après les accords avec les Etats-Unis, insistance de l'Amérique sur la proclamation de l'indépendance des Etats associés [9 mars 1954] (p. 768, 769). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954]*

(p. 2089); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Situation du corps expéditionnaire en Indochine, bataille de Dien-Bien-Phu, conférence de Genève, partage du Viet-Nam, le « cessez-le-feu »* (p. 2096, 2097); — sur la politique du Gouvernement en Indochine [1^{er} juin 1954] (p. 2736); la développe : *Efforts de conciliation de M. Eden à Genève; attitude de l'U. R. S. S. (Interférences avec l'Allemagne, la C. E. D., l'Oder-Neisse) et de la Chine communiste (Erreur américaine de la non-reconnaissance); Pacte envisagé du Sud-Est asiatique (Refus de la plupart des Asiatiques); tendances bellicistes des U. S. A. (Lobby chinois, entretiens militaires des Cinq à Washington); Manque d'enthousiasme de la population annamite pour les appels aux armes de Bao Dai, son indifférence aux problèmes idéologiques; usure physique et morale du Corps expéditionnaire, ses doutes, repli nécessaire sur tout ou partie des deux deltas du Tonkin et de la Cochinchine (Politique des bases); Envoi éventuel du contingent (Ses risques), bellicisme et double jeu prétendus du Gouvernement; Refus formel d'une internationalisation éventuelle du conflit [8 juin 1954] (p. 2824). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Sa motion tendant au renvoi du projet à la commission (Alimentation d'Avignon en eau potable, la nappe phréatique) [13 août 1954] (p. 4224, 4225); laretire (p. 4225); Art. 2 : Son amendement tendant à annexer les conventions aux décrets de concession (p. 4237); le retire (ibid.); Art. 4 : Son amendement (Répartition de la réserve de 4 mètres cubes seconde entre les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse au prorata de leur prélèvement actuel) (p. 4238); Art. 5 : Son amendement (Poursuite des expériences de réalimentation) (p. 4239); Son article additionnel (Répartition entre les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse du montant du fonds spécial obtenu par le produit des impôts dus par le concessionnaire aux communes et départements) (p. 4241, 4246); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (« Combat courageux » du Président du Conseil, malgré une « campagne feutrée », parti pris allié en faveur du réarmement allemand); Résultats obtenus (Présence britannique, agence des armements); Reconstitution occulte de l'Etat-major allemand; Problème des effectifs (12 divisions = 400.000***

hommes); *Négociations indispensables avec l'U.R.S.S. (Ses nouvelles propositions)*; « *Problème à aborder* » de la frontière germano-slave [12 octobre 1954] (p. 4674, 4675); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Pressions exercées par les U.S.A. et l'U.R.S.S.)*; « *Manque de psychologie* » de celle-ci; *Accord sarrois (Interprétation allemande inacceptable, arbitrage anglo-saxon à récuser)*; *Accords de Bonn (Déclaration unilatérale substituée aux clauses de décartellisation)*; *Réarmement allemand, échec de l'Agence (Aide américaine, pool de production, surplus exportable), déclaration unilatérale visant les armes atomiques (Camouflages possibles), effectifs prévus (12 ou 24 divisions, soit 520.000 hommes, plus police militarisée, milices éventuelles, aviation, 1.300 appareils, marine)*; *Opposition massive au réarmement des syndicats allemands, du Parti socialiste et d'une grande part de la jeunesse (Faire avec eux la réconciliation allemande)*; *Evolution inverse de l'Allemagne officielle (Déclarations révisionnistes de MM. J. Kaiser, Seebohm, von Papen)*; *Argument des frontières de 1937 soi-disant reconnues par les Alliés, engagement de non-recours à la force (Cf. agression polonaise simulée de 1939), possibilités de collusion germano-russe*; *Offres conciliantes actuelles de l'U.R.S.S. (Contrôle réciproque des forces militaires allemandes, plan J. Moch de désarmement), impossibilité morale et matérielle du réarmement allemand sans la France, dernière tentative de négociation nécessaire, préalable au réarmement allemand* [22 décembre 1954] (p. 6761 à 6765); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 33 : *Son amendement (Taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains balais et balayettes)* [17 mai 1955] (p. 2849); *Culture du sorgho dans la vallée du Rhône (ibid.)*; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (Explications préalables à obtenir sur le problème marocain; Coup de force d'août 1953), la Sarre, l'Indochine (Possibilités de paix dès 1947, régime Diem et éventualité d'une guerre marginale). La conférence de Genève (Réunification de l'Allemagne et contrôle des armements)*; *Observations sur le scrutin d'arrondissement à deux tours (Citation de Clemenceau)*; *Vote des indépendants d'outre-*

mer sur ce mode de scrutin; referendum; campagne de presse déclenchée [2 novembre 1955] (p. 5469 à 5471). — S'excuse de son absence [9 juillet 1953] (p. 3406), [30 décembre 1953] (p. 7033), [4 mars 1955] (p. 1085), [9 juillet 1953] (p. 3406), [30 décembre 1953] (p. 7033), [4 mars 1955] (p. 1085).

DAMETTE (M. Auguste), *Député du Nord* [1^{re} circonscription] (R. S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 14 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir immédiatement les crédits nécessaires à la remise en état des écluses Trystram et Watier, **n° 1104**. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits de secours aux sinistrés de la côte de la Mer du Nord, victimes de la tempête du 31 janvier 1953, **n° 5477**. — Le 24 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour exempter de taxes et accorder toutes facilités aux personnes ou aux collectivités désireuses d'exporter des marchandises au seul bénéfice des sinistrés hollandais, **n° 5643**. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la validation et la prise en compte dans une pension de retraite des services non accomplis effectivement par le personnel du sanatorium national Wancauwenberghé à Zuydcoote (Nord) pour cause de licenciement, **n° 7709**. — Le 12 mars 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux